

Violence partout, justice nulle part

Article rédigé par *François Billot de Lochner*, le 29 septembre 2020

Une fois de plus, alors même qu'il vient d'essayer une nouvelle condamnation révélant le degré de corruption politique de la justice de notre pays, Eric Zemmour est monté au créneau lors de son dernier grand débat avec le criminologue Alain Bauer, pour ouvrir les yeux de nos compatriotes et mettre des mots sur des réalités que certains refusent obstinément de considérer : cette fois sur la notion polémique de « l'ensauvagement » de la société française.

A la lecture quotidienne de la presse, nous en faisons tous l'expérience intime : **il est absolument manifeste que notre société française plonge dans une violence de plus en plus grave**, bien au-delà de ces fameux « sentiments » d'incivilité et d'insécurité dont se gargarisent nos ministres, qui ont en l'espèce la fâcheuse tendance à être un peu trop sentimentaux... A l'occasion du débat sur CNews, Alain Bauer a rappelé sans concession une réalité qui fait mal : même le mot d'ensauvagement est mal choisi, la France est tout simplement gangrenée par la violence, et il est inutile de chercher des néologismes douteux pour décrire cet état de fait. **La violence est peut-être le seul mot qui mérite d'être employé.**

Les chiffres – les vrais, et non ceux manipulés par les media – sont implacables. Depuis 1539, depuis l'édit de Villers-Côterets, l'institution de l'état civil permet de compter les morts... et par extension, de connaître la cause de leur mort. Or le taux d'homicides ne cesse de grimper, et même, en vient à exploser. En **2019, il a atteint son plus haut niveau jamais calculé et observé en France**. Concernant 2020, alors même qu'il y a eu le confinement, donc selon toute vraisemblance une réduction des occasions d'homicides et de mises à mort violentes, et que l'année n'est toujours pas terminée, la tendance ne fait que se confirmer, voire se renforcer. Cela est absolument indubitable : il n'y a pas de « sentiment d'insécurité », il y a un « climat de violence » et il se prouve d'une manière non négociable : une personne tuée reste une personne tuée, quoi qu'on en dise et quoi que l'on fasse.

Devant cette réalité douloureuse, **les Français ne peuvent que mesurer l'inadéquation des réponses gouvernementales**, et au premier chef, celles venant du ministère de la Justice. Les homicides atteignent des niveaux jamais connus jusqu'à présent, mais la priorité d'Eric Dupont-Moretti est d'assurer la diffusion-télé des procès, alors qu'il eut été de si bon aloi de travailler à garantir **l'application des peines, des places dans les prisons ou encore, dans un autre ordre d'idées, le respect du secret de l'instruction et la simplification des procédures.**

Le ministre de la justice accorde la priorité au fait de filmer et de diffuser les procès. Se croit-il donc au procès de Nuremberg ? Estime-t-il que le jugement des racailles doit être une leçon pour les hommes et pour l'histoire ? Ce réflexe inouï risque bien de creuser encore un peu plus profondément la tombe de la justice française : avec une caméra fixée sur eux, **il y a fort à parier que juges et avocats seront encouragés à surenchérir dans le laxisme et le « pas-d'amalgame »**. C'est déjà le cas avec l'enseignement supérieur : si un professeur est filmé, il contrôle le moindre de ses mots et sert à ses étudiants une soupe politiquement correcte infâme. C'est le même régime qui attend sans nul doute les magistrats.

L'objectif affiché ? « Rapprocher les Français de la justice ». Il y a pourtant un moyen plus simple, et moins coûteux pour ce faire : faire appliquer la loi, fermement, rapidement et efficacement ! Nul doute que cela serait très populaire... mais de cela, le gouvernement macronien ne veut apparemment pas entendre parler.

François Billot de Lochner